



AMICALE CAMP DE MIELLIN

DE LA RETIRADA AU CAMP DE MIELLIN...

**Ramon SAFON, interné à 10 ans, Président d'honneur de l'Amicale
Septembre 2011**

Pour se prononcer sur l'installation, en septembre 1939, du camp de concentration, établi au creux d'une vallée verdoyante des Vosges, au seuil du paisible village de Miellin, pour y interner les femmes, les enfants et les vieillards, réfugiés espagnols, jusqu'alors accueillis en toute liberté par les villes, villages et hameaux du département de la Haute-Saône, il est indispensable de l'inscrire dans le mouvement historique de l'époque, et de se référer au grand déferlement de population qu'occasionna la débâcle de la République et de la Révolution espagnoles lors de la prise de Barcelone et de la conquête de la Catalogne par l'armée factieuse, après trois ans de lutte acharnée, contre le soulèvement que la junte militaire, très tôt dominé par le Caudillo Franco, avait déclenché

LA RETRAITE « LA RETIRADA »

« ELS DESTERRATS » « Les Dé-terrés » »

Bien que fuyant sous les bombes le long des routes et chemins vers la frontière française, en janvier 1939, cette avalanche humaine, quelques 500 000 personnes en désarroi, poussée par les puissantes forces dites nationalistes mais lourdement aidées par l'Allemagne hitlérienne et l'Italie mussolinienne, est inscrite dans l'histoire comme la « Retirada », la Retraite.

En effet, dans l'esprit candide de tout combattant, il s'agissait bien d'une retraite et non d'un exode ni d'un départ pour l'exil, car nul ne pouvait admettre une totale défaite, car il s'attendait à être reçu par un pays ami où se réorganiser et reprendre la lutte. Comme l'écrivait le poète Luis Cernuda, « les vainqueurs m'arrachèrent de tout, ne me laissant que ('el destierro') que l'on traduit par exil. Pere Corominas écrivain catalan et homme politique, mort à Buenos Aires explicitera en faisant entendre que « la parole 'exili' ne me convient pas; celle de 'desterrat', est plus exacte, c'est-à-dire « éloigné et dépossédé de sa propre terre ».

C'est pourquoi, tout au long de leur interminable exil, l'instinct de reconquête de ces exilés, ne les quitta pas, ni ne quitta la génération suivante, non plus. Par bonheur (sans espoir il n'y a pas de vie), ils ne purent prévoir que nombre d'entre eux ne verraient plus leur pays, ni leur famille (en premier lieu les 5 100 assassinés dans le camp de Mauthausen sur les 10 000 déportés dans les camps nazis) et qu'aucun retour victorieux, malgré leurs luttes clandestines où la jeunesse la plus volontaire allait tomber à jamais, ne viendrait couronner leurs actes et qu'ils seraient des « dé-terrés » toute leur vie, non seulement dans l'espace mais dans le temps, car ils ne retrouveront jamais plus leur Espagne pour aussi démocratique qu'elle veuille se dire et être, aujourd'hui.

Sans aide d'aucune sorte d'aucun pays, après avoir participé activement à la Résistance française dans la lutte contre le fascisme - ainsi à la Libération, certains d'entre eux, engagés dans l'armée du Général Leclerc, rentrèrent les premiers dans Paris sur des chars baptisés du nom de batailles de la Guerre civile espagnole, commandés par le capitaine Raymond Dronne -, ils entreprirent d'envahir l'Espagne par le Val d'Aran dans une entreprise de guérilla écervelée vouée à l'échec, puis continuèrent à l'infini avec l'action clandestine, contre le franquisme, dans laquelle une vaillante partie de la jeunesse se trouva en prison ou fut exécutée au « vil garrot », condamnation à mort pour criminels de droits communs, puisqu'en Espagne, aucune opposition ne pouvait exister sous Franco.

Ils savaient, ces exilés, que sans l'aide des pays libres, leur combat serait interminable mais ils ne purent comprendre, ni le souhaitèrent, non plus, dans leur soif de reconquérir le pays, que la clandestinité n'est possible qu'aidée de l'extérieur par des nations amies et de l'intérieur, par le peuple concerné. Ce qui était le cas de la France, laquelle ne fut certes pas un pays de résistants mais un peuple qui abritait dans son sein la Résistance.

L'AVALANCHE HUMAINE



En janvier – février 1939, donc, la plus grande émigration de masse de l'époque cherche refuge en flots continus dans un pays voisin et ami : la France.

Pour absorber, toute cette foule, d'un coup, il y eut de la part du gouvernement français beaucoup d'imprévoyance, et d'improvisation; de la part de certains milieux, par- une propagande insidieuse qui distillait la peur de la « racaille rouge », beaucoup d'incompréhension et de dédain, mais du côté du peuple français, beaucoup de solidarité à l'égard des femmes, enfants et vieillards; quant au cœur et dans la chair des réfugiés une profonde déception et une longue souffrance.

Beaucoup d'imprévoyance et d'improvisation, malgré quelques voix qui redoutèrent ce qui allait arriver, comme celle du ministre de l'Intérieur dont c'était l'office de restreindre les flux des étrangers, Albert Sarraut alertant le Conseil des Ministres que « le développement accéléré des événements d'Espagne peut poser demain au gouvernement français un problème d'une extrême gravité. » Aussi lorsque, le 24 janvier 1939, (deux jours avant la chute de Barcelone), Alvarez del Vayo, ministre espagnol des Affaires Étrangères, s'entretint à Paris avec son homologue français, Georges Bonnet, pour lui demander l'accueil de quelques 150 000 réfugiés, ce dernier souhaita d'abord demander à Franco de délimiter une zone neutre le long des Pyrénées pour parquer tous les fugitifs et créer une commission internationale qui se chargerait de les distribuer dans les pays d'accueil. Bien sûr ni Franco qui souhaitait exterminer ou « bouter » tous les « rouges » hors d'Espagne pour ne pas engorger ses propres camps de concentrations, déclara depuis Burgos qu'il s'opposait à un tel établissement; et l'armée républicaine qui comptait se refaire à l'étranger, rejetait également la proposition.

Au Perthus, des contacts et des rencontres officielles avec les autorités françaises, se multipliaient pour envisager une solution, laquelle pour l'instant, se cantonnait à l'accueil de réfugiés bien encadrés et pour une durée limitée Car le gouvernement français ne pouvait comprendre, obnubilé par les risques de guerre qui s'annonçaient en Europe,- ni ne le désirait - une solution radicale : l'ouverture de la frontière.

Pendant ce temps la situation à la Junquera devenait tumultueuse C'était un tumulte sourd, expectatif, anxieux et atterré qui piétinait entre voitures, ballots, paquets matelas, dans le froid glacial pyrénéen. Ça se mouvait comme dans une ouate sale : les enfants craintifs ou interrogatifs accrochés à leur mère, les femmes perplexes, se posant muettes des questions

sans réponse; les vieillards s'accrochant aux chambranles des charrettes ou assis sur les chariots en attente Ça sentait la douleur et la peur d'être assaillis par les franquistes, la foule s'amoncelant devant la frontière, fermée. Ça avait tout ce que comportent une fuite et une défaite alarmante. Ça avait soif et faim, ça avait froid. D'autant que les hommes valides faisaient défaut, ils étaient tous requis pour contenir la Retirada.

En France, des régiments de Perpignan, Narbonne, Béziers et Montpellier furent appelés d'urgence pour sécuriser la frontière et canaliser l'avalanche qui s'annonçait. Car dans l'impossibilité de contenir tout ce monde, Édouard Daladier, Président du Conseil et Ministre de la Guerre décida enfin de laisser passer, mais uniquement et journallement par contingent de 2000 personnes, que les femmes, les enfants, les vieillards et les soldats blessés. Ainsi du 27 janvier au 4 février, environ 250 000 rentreront en France ; 110 000 seront activement évacués par trains vers les 70 départements de l'intérieur qui acceptaient de les recevoir. Les villes du Boulou et de Perpignan s'organisèrent pour faire transiter les réfugiés, et les diriger vers l'intérieur du pays .à la demande des villes, des villages et de particuliers, Massif Central compris.

C'est alors que malgré les xénophiles et les milieux de droite craignant l'arrivée de « la racaille rouge », une grande solidarité s'étendit dans tous les coins du pays, .

LES PASSAGES DE LA « RATLLA »

Pour donner une idée effarante de cette masse humaine, le journaliste du Figaro, Georges Ravon, écrira « La montagne ruisselle... on eût dit que les vanes avaient brusquement lâché ».

Au cours de deux semaines- du 27 janvier au 13 février -, les passages seront ainsi recensés : 150 000 par le Perthus ; 140 000 par Cerbère ; 100 000 par Prats de Mollo ; 40 000 par Bourg Madame; 30 000 par Saint Laurens de Cerdans; et un nombre important par les Illes.

Ce n'était pas rien !

Précisément ce fut par les Illes que notre groupe composé de la famille Mascarell avec ses trois filles et fils, et de nous, ma mère et moi, (nos pères ayant été requis par l'armée pour contenir la retraite, les mains nues), parvînmes en France montant à travers bois. Je ne sais qui nous y incita mais je n'ignore pas les raisons qui nous poussèrent à prendre un autre chemin que celui de suivre la multitude pour atteindre à bout d'attente le Perthus; il y avait



« urgence dans la demeure. »

Nous étions arrivés jusqu'à la Junquera (inévitablement mitraillés en chemin comme la cohue qui y serpentait) avec un vieux camion ayant des problèmes de roues mal retenues lequel appartenait peut-être à la Collectivité de Serrurerie et de Portes Ondulées de Catalogne que nos pères avaient créée à Barcelone. Nous étions partis en toute urgence de Sardanyola village de villégiature d'avant la guerre, près de Barcelone, -aujourd'hui riche banlieue - où, précisément la Collectivité avait obtenu d'héberger, durant les derniers temps avant l'évacuation, leurs enfants et vieux parents, dans une grande villa en ruines, afin de leur éviter le sort des derniers bombardements Nos pères pensaient sans doute que trois ans sous les bombes à Barcelone suffisaient à nos peurs paniques.

C'est depuis cette époque, donc, que Manel Mascarell et moi avons suivi le même parcours d'infortune. Nous avons, ensemble, franchi la frontière en pleine nuit et sous le froid d'hiver, sur l'esplanade des Illes, déserte à notre arrivée mais vite secourable, autour d'un marmite posée sur un foyer, où nous avons bu notre premier gobelet de lait bouillant, puis dormi dans une grange gorgée de monde; transportés le lendemain en camions dans les camps de passage du Boulou, et poussés dans un train qui n'a cessé de s'arrêter sur des voies de garage, dans un trajet d'un jour et une nuit, pour être hébergés en Haute- Saône, dans la bonne ville de Gray où nous allions occuper librement les cachots de la vieille prison du Palais de Justice, sise rue Maurice Signard. Et, enfin, six mois plus tard – nous y reviendrons - internés dans le camp de concentration de Miellin.

De longues années après, lorsque les historiens se sont intéressés à la Retirada, j'eus la surprise de lire que le passage des Illes avait été emprunté par une grande partie des membres du gouvernement espagnol, basque et catalan (Azana, Aguirre, Companys...) et par une partie de l'intelligentsia catalane, avec des passeports groupés ; d'autant que Negrin, président du gouvernement, avait tenu à protéger l'or et le patrimoine artistique espagnol dans une mine de talc la Canta à la Vajol, près des Illes, d'où partirent, à l'heure de l'exil, des camions vers la Suisse, afin qu'une Commission gardât leur chargement en réserve pour, comme le stipule une loi internationale à ce sujet, pour le retourner plus tard en Espagne , leur pays d'origine .

Une légende veut que le Président de la Generalitat de Catalogne, Companys en traversant « la ratlla » (le trait) (terme que les catalans donnaient à ligne frontière), s'offrit une omelette dans le restaurant

des Illes, Els Trabucaires qui existe encore, mais qu'il ne put payer faute d'argent.

Quoiqu'il en soit, nous non plus nous ne payâmes le gobelet de lait chaud qu'on nous offrit.

L'AVALANCHE DE L'ARMÉE RÉPUBLICAINE

Puis du 5 au 13 février, vint l'exode de l'armée républicaine qui sera d'une tout autre tenue.

Battant rapidement en retraite, elle s'infiltrait en France, à travers montagnes, accompagnée des derniers civils.

De sorte que les autorités françaises fomentèrent le rapatriement pour en diminuer le nombre mais constatant que, malgré quelques retours, les arrivants s'accroissaient vertigineusement, elle donna l'ordre le 5 février de laisser passer tout le monde, civils et militaires.

Ce fut alors que ces derniers, déchantèrent. L'espoir d'être enfin accueillis dans le pays des Droits de l'Homme tomba. Il suffit d'un pas pour passer du rêve au cauchemar. Non seulement, ils furent naturellement contraints de déposer leurs armes, - leur outil de combat -, (certains d'ailleurs les fracassaient contre les pierres) mais encore ils seront fouillés, parfois rudoyés, triés, et séparés violemment de leur famille, puis acheminés, poussés comme du bétail par des « allez, allez » insistants de la part de gendarmes, vers les camps de transit, et enfin puisque le nombre ne cessait d'augmenter, vers la plage d'Argelès-sur-Mer, toute proche. Pour les parquer pire que des prisonniers de guerre.

Et aussitôt, la France et la Grande Bretagne, le 27 février 1939, quelques temps avant que la guerre ne s'achève, reconnaissent officiellement le gouvernement franquiste!

LES CAMPS DE LA HONTE

Une plage sur laquelle dans un rectangle de 500 mètres de long sur 260 de large, on crut pouvoir y étaler tout le monde. Et beaucoup de monde s'y étala d'ailleurs. Les plus chanceux, ceux qui avaient conservé leur couverture ou quelque autre drap pouvaient en creusant le sable se faire un toit de toile., sorte de tente que l'on nomma aussitôt « chobolas » ou « conejeras » (clapiers) sous lesquelles on s'enterrait pour survivre ou parfois mourir dans l'humidité du sable et le vent glacial de la tramontane, d'autant que durant les premiers jours, la nourriture ne se composait que de pain, apporté des boulangeries de la région, et d'eau.



Prévu pour concentrer 180 000 hommes, l'arrivée de 140 000 miliciens retenus dans les camps de passage des montagnes, obligea les autorités à dresser d'autres camps. Ainsi va-t-on accaparer toutes les plages du Roussillon et les étendre de Saint-Cyprien jusqu'à Agde. Et même au-delà de la région, Bram dans l'Aude, Septfonds dans le Tarn et Garonne, Gurs près d'Oléron-Sainte-Marie, le Vernet, en qualité de camp disciplinaire, à Mazères et Rieucros en Lozère.....

Il fallut également pour surveiller faire appel à de nouveaux renforts, les dragons et les tirailleurs algériens et marocains qui n'étaient pas à mettre sous les yeux des miliciens espagnols parce qu'ils représentaient les tabors de Franco qu'ils avaient combattus.

Au bout d'une quinzaine de jours, on commença à construire des baraques en planche avec l'aide des internés. Des latrines seront aménagées ainsi que des points d'eau. Aussi, les hommes pouvaient alors s'organiser entre eux; s'assembler par affinités sociales et politiques. Et retrouver aussi l'humour espagnol, andalou surtout, pour affirmer qu'ils vivaient depuis lors dans des Palais où même un coup de sifflet ne pouvait s'y glisser tant les individus y étaient serrés.

De « bidonvilles », les camps deviendront des villages d'îlots, dans lesquels toute la société humaine apparaîtra dans sa diversité, car toutes les professions, - de l'enseignant à l'ingénieur- tous les métiers et, tous les arts s'y retrouveront. et s'y exprimeront Sachant l'importance qu'accordaient les combattants à l'enseignement et au savoir dispensé par les milices de la culture à même les fronts, il fut tout naturel que, autour de leurs baraques, des professeurs et des instituteurs donnent des cours de langue – le français en premier lieu– et de toute autre discipline; organisent de séminaires littéraires, philosophiques; fondent le journal moral sur des pancartes en bois. à la disposition de tout participant et, impriment des petites revues en gravant les lettres dans la chair des pommes de terre; et organisent des groupes de peintres, de dessinateurs, de musiciens.

Au sujet des musiciens, mon père (qui avait transité par tous les camps jusqu'à celui de catalans à Agde) me disait qu'il avait été contacté, un jour, par un compagnon se disant chef d'orchestre pour lui demander de participer à son groupe parce qu'on lui avait assuré qu'on surnommait mon père Safon parce qu'il jouait du saxophone. Alors qu'il ne savait jouer que du marteau sur l'enclume. Malgré les circonstances, l'humour ne manquait pas de plaisantins. Mon père en riait encore aujourd'hui

sous ma plume.

Puis le sport – afin de garder un corps sain dans une âme en peine – Bartolomé Bennassar en étudiant cette période, dira que, « dans le seul mois de juin 39, il y eut 250 matchs de football, 60 basket, 30 rugby, 22 exhibitions de boxe, 4 festivals d'athlétisme et plusieurs concours de gymnastique ». Et mon père me précisait que certains matchs de foot étaient quelque peu truqués de la part de joueurs, du fait que tout Commandant de camp proposait en secret une somme – peut-être modique – à son équipe si celle-ci gagnait.. En conséquence, les capitaines concurrents, dès leur rencontre, décidaient de faire gagner l'équipe la mieux primée afin de se partager ensuite le montant entre tous – même avec une somme plus que modique-. Fallait bien survivre. Toutefois, les jeux n'en pâtissaient qu'en dernière minute; la rage de vaincre et la furie des joueurs se manifestaient normalement en cours de partie

Et inévitablement, comme il en va de toute société, les quartiers interlopes apparurent. Ils prirent le nom du Barrio Chino barcelonais; où comme le dit le texte de la chanson du réfugié composé sur un air de tango gardelien, : « Y si vas al Barrio Chino te quedas copado sin un real y cabreado « Et si tu vas au Quartier chinois tu reviens..... sans un sou et de mauvais poil » On y jouait, à fond, le peu d'avoir qui circulait.

En revanche, il y avait les haut-parleurs qui annonçaient les offres et les demandes extérieures. Les offres d'emploi surtout dans le domaine de l'agriculture (le 7 février 1940, le ministre de l'Intérieur décida d'ouvrir plus largement les camps à l'embauche car ils constituaient un important réservoir de main-d'œuvre). Ainsi vont-ils se vider assez rapidement.

Quant aux demandes, elles concernaient les recherches de personnes et les familles séparées depuis la rentrée en France. La Croix-Rouge se chargeait de rassembler les demandes pour les diffuser dans les camps car de nombreuses femmes dont ma mère restèrent longtemps sans rien savoir du sort de leur mari; et certaines restèrent en vaines démarches. C'est ainsi que, quelques mois plus tard, le cousin germain de ma mère (*Campo n° 2, Barraca, 13-6-4- Agde (Hérault)*) à qui rien n'échappait de ce qui se passait dans le camp, parvint à avertir mon père (*Camp n° 3, Barraca 2, Agde*) que sa femme et son fils le recherchaient en indiquant leur refuge.

Malheureusement, ce ne fut pas de sitôt que nous parvînmes à nous rencontrer. Certes, les camps se dépeuplaient, mais comme aucune offre correspondant au métier de métallurgiste de mon père ne se présenta, il fut enrôlé d'office comme



tous ses semblables dans les Compagnies de Travailleurs Étrangers, créées, sous le ministère de Paul Reynaud, par décret du 12 avril 1939, lesquelles avaient pour mission d'entretenir et de réaliser des ouvrages militaires aux frontières de l'est. Même sur la Ligne Maginot. Mon père fut envoyé avec la 92^e compagnie dans les Alpes-Maritimes, à la Vallée de l'Ubaye, à Port St. Etienne de Tinée; la route que la compagnie construisit est appelée par les habitants de Barcelonnette, celle des Espagnols.

MIELLIN

Il faut donc distinguer deux accueils en France : celui destiné aux femmes, enfants et vieillards hébergés dans des refuges occasionnels, ouverts sur la vie du pays, allant de la prison désaffectée comme la nôtre, passant par des châteaux forts et des chalets de colonies de vacances, jusqu'à même des camps de concentration sans barbelés, comme celui de Ruelle dont Benassar soulignera qu'il recevait 1917 espagnols et l'accueil (euphémisme) retenu pour les hommes, qui seront internés entre barbelés, traités comme prisonniers, surveillés par l'armée et traités disciplinairement jusqu'à des condamnations dans des espaces réservés à cet effet .

Benassar ajoutera que la région de la Charente s'était distinguée par sa participation d'accueil avec 4 211 réfugiés.

Aujourd'hui, grâce aux recherches et au travail des volontaires de l'Amicale du Camp de Miellin nous pouvons préciser que plus de 250 familles ont été internées. Représentant environ 652 réfugiés dont 265 adultes, 75 adolescents et 312 enfants.

A ce jour, 19 familles ont été retrouvées. Parmi ces familles, 12 familles de réfugiées encore en vie, 5 familles de descendants, 2 familles d'accueil.

Ainsi, à Gray, nous, les gosses, en dépit des séances de vaccination que nous redoutions et l'obligation de suivre les cours de l'école, correspondant aux classes de notre âge, malgré notre ignorance totale de la langue française, suivions notre enfance, au jour le jour. C'étaient nos mères qui souffraient de leur situation de réfugiées, puisqu'elles avaient tout perdu, se sentaient démunies de leur existence espagnole et ne savaient quel serait leur destin. Avec le temps, et le rapprochement familial, les situations auraient pu prendre une normalité de vie semblable à celle du pays et même une certaine ou totale intégration.

Mais précisément de nouvelles situations allaient changer leur sort : la déclaration de la guerre contre l'Allemagne, le 3 septembre 1939. A la suite de

plusieurs décrets et dispositions visant les étrangers et apatrides suspects ou indésirables, des mesures d'internement devaient être prises. Le 17 septembre une circulaire du ministère de la Défense indiquait qu'il fallait maintenir internés même les réfugiés politiques puisque le tri entre étrangers n'était pas aisé. Bien que dans l'esprit, il ne s'agissait que d'éléments indésirables, le fait est que toutes les femmes, enfants et vieux hébergés dans les régions qui les avaient accueillis furent transférés dans des camps existants, comme celui d'Argelès pour les réfugiés d'Arandon de la région de Grenoble (où se trouvera toute enfant – parmi les 1150 réfugiés - celle qui deviendra ma femme et ma compagne) ou rassemblés dans de nouveaux lieux d'internement comme celui de Miellin, pour les réfugiés de la Haute-Saône.

Comme l'indiquera Grandhay, « le préfet de la Haute-Saône, dans *le souci humanitaire d'assurer aux réfugiés des conditions de logement de vie communautaire les plus acceptables* » (souligné par nos soins)... signa le 26 août 1939, *quelques jours avant la déclaration de la guerre* (également souligné par nos soins) un bail de location de 500 frs par mois, le bâtiment d'un ancien tissage Rochet, composé, après travaux d'aménagement, de cinq dortoirs, sur des travées de 6 mètres de large sur 37 de long d'un réfectoire, de locaux annexes et d'une cuisine, dont la direction du camp sera assurée par Louis Doy, ancien gendarme assisté de Georges Clavier et Emile Lamboley ».

Drôle de façon de réunir une communauté en la coinçant dans un fond de montagne et laissant les enfants sans scolarité, alors que l'assistance à l'école était obligatoire, et alors que cette communauté était solidairement hébergée dans des villes et villages et chez des particuliers. En fait, M. le préfet ne faisait qu'appliquer la loi établie en état de guerre, à l'encontre des étrangers

Aussi, drôle « de vie communautaire des plus acceptables », que cette communauté occupant dans la promiscuité la plus totale, des longs châlits bâtis à un mètre et quelques du sol adossés aux parois des dortoirs, sur lesquels nos mères passaient, durant des jours et des nuits, le plus clair de leur temps assises ou couchés dans des paillasses pour se protéger du grand hiver 1939, au froid sibérien., ne sortant au dehors qu'accompagnées par ceux qui pouvaient les soutenir afin de monter sans glisser les marches verglacées des latrines surélevées

Les dortoirs étaient coupés à leur milieu par un long couloir au croisement duquel sur chaque travée un poêle permettait à nos grands-mères de réchauffer leurs mains ou de faire bouillir une quelconque



boisson.

Et drôle d'accueil, aussi, par le directeur du camp, M. Doy, qui nous prophétisait incessamment par la voix de l'interprète : « qu'il était préférable pour nous de retourner en Espagne parce que nous allions pâtir en ces lieux si nous nous entêtions à rester ». Et que nos mères interprétaient en bon espagnol que « la ibamos a pasar jodida » (que nous allions en baver.)

Tous les moyens d'incitations étaient utilisés par le gouvernement pour nous inciter à rentrer au pays. Même par la force : certains trains chargés de réfugiés pas toujours consentants s'égarèrent volontairement en gare d'Irun.

Il est vrai que des mères décidaient de partir espérant retrouver leur chez soi. Par lettre en texte à double sens, certaines nous informaient qu'une telle avait rejoint son frère... (que nous savions en prison depuis la fin de la guerre) ou qu'elle avait élu domicile fixe chez son père... (Mort depuis longtemps).

M. le directeur n'était pas quitte pour autant, nos mères -comme toute femme qui se respecte- protestaient jusqu'au vacarme. J'ai assisté à plus d'un. Aussi, notre directeur chercha à inculper une soit disant meneuse afin de l'expédier avec son fils dans un camp disciplinaire. Elle nous fit savoir par la suite qu'ils étaient mieux traités et moins agressés que dans notre camp, avait-elle écrit à ma mère.

Dans une des notes de l'article de Jean-Claude Grandhay, sur le camp de Miellin, il est écrit que chaque adulte percevait 7 francs par jour et tout enfant moins de seize ans, 3,50.fr. ... En sus de la nourriture ? Comme argent de poche ?

Je n'ai jamais entendu dire à ma mère qu'on recevait quoi que ce soit dans le camp, (si ce n'est – peut-être – quelques paquets envoyés par la Croix Rouge), d'autant que le jour de notre départ (« réclamés » par notre cousin qui pouvait subvenir à nos besoins comme l'exigeait les rapprochement familial, - mon père toujours en Compagnie de Travail touchant sa solde de troufion de 0,50 frs-), nous n'avions que 5 frs envoyés par lui lesquels nous servirent uniquement à payer le parcours du taxi (les déplacements par train étaient acquittés par l'administration) de la Gare de Lyon à la gare d'Austerlitz, sous les protestations du chauffeur qui nous exigeait un pourboire. Ce sont des scènes vexatoires qui restent dans la mémoire des enfants.

Quant à nous, les mômes, les gosses, la marmaille, en dépit de notre faim endémique – trois ans de disette en Espagne -, de la gale entre les doigts, de la

démangeaison des poux, les diarrhées, d'engelures, des maladies et des accidents et.... l'enfermement, nous avions pour nous ébattre et jouer jusqu'à la castagne parfois, les couloirs qui entouraient les travées et les alentours du bâtiment cernés par des barbelés qui nous empêchaient d'aller dans les champs, les bois, et l'immense étendue de neige. (Un jour – je me souviens – comme nous étions derrière le bâtiment à contempler l'espace enneigé, nous vîmes descendre deux ou trois gosses d'une ferme que l'on apercevait tout en haut qui vinrent prendre contact avec nous). Nous, les mômes, avons donc d'autres chats à fouetter que ceux qui faisaient souffrir nos mères : les jeux. De toute façon, l'enfance a la peau dure.

Dans un des couloirs se trouvait le guichet de la cuisine où l'on faisait la queue à l'heure des repas et du « reganche » (du rabiote) Qu'importait alors la gamelle ou le rata, puisque l'indispensable était d'avoir quelque chose à se mettre sous la dent.

PETIT ÉPILOGUE

L'exil de mes parents s'est déroulé dans l'attente illusoire d'un retour définitif en Espagne, à la suite de la mort de Franco par attentat ou par magie.... Pensant que notre séjour serait provisoire. Même s'il s'éternisait, ils n'ont jamais tenté de s'établir en France comme résidents permanents, et encore moins de s'y adapter : leur charabia pour se faire entendre en français était là pour l'attester

C'est pourquoi nous avons mené une existence de voyageur sans bagage, usant jusqu'à la corde du minimum indispensable dans un foyer, en quelque sorte, une assiette et une cuillère... A l'occasion, ma mère a pu retourner en Espagne, et mon père, après la mort du Généralissime Franco, mais aujourd'hui ils sont enterrés dans un petit cimetière, au flanc d'une colline gersoise bien exposée au soleil, d'un modeste village de Gascogne, au nom de cape et d'épée : Sabaillan.

Pour ma part avec mon accent franco-hispano-catalano-occitan, je me suis constitué partout où j'ai vécu, tant en France comme en Espagne, une sorte de royaume d'exil qui s'ouvre à tous vents, à tous temps, à tous lieux. Et pense que mes cendres seraient à l'aise un peu partout.



Brève bibliographie :

Jean Claude PRUJA, De la République aux camps de l'Exil. La Guerre d'Espagne. Editions Alan Sutton. 37540 Saiint-Cyr-sur-Loire. 2009

Denis PESCHANSKI, La France des Camps, Gallimard, 2002

Marta PESSARRODONA, França 1939, La cultura catalana exiliada. Ara Llibres, Badalona, 2010

Sous la direction de S. Demidjuk et R. Skoutelsky, Nouveaux regards sur les Brigades Internationales, Espagne 1936-1939, Indigène éditions - 34080 Montpellier

Jean-Claude GRANDHAY, Les réfugiés espagnols et le Centre de Recueil de Miellin, article paru dans Haute-Saône - Salsa. N° 13, 1994

Et des souvenirs personnels de Ramon Safon - Président d'honneur de l'Amicale Camp de Miellin (interné à 10 ans).

Septembre 2011